

Déclaration Groupes communistes de Clermont Communauté et Clermont, et de la Fédération PCF du Puy-de-Dôme

Conférence de presse du 1^{er} septembre

Nous avons souhaité cette rencontre pour vous donner notre avis et avancer des solutions sur le problème des transports dans l'agglo.

Je dirais en préambule que c'est la question des transports en général qui nous préoccupe (transport aérien où de nouveaux problèmes sont posés et son avenir menacé ; transport ferroviaire qui en dépit des investissements toujours plus importants de la région se détériore sans cesse du fait de la politique de l'état). Mais notre propos aujourd'hui, concerne les transports urbains (tram et bus) et la situation conflictuelle dans laquelle nous sommes à la veille d'une nouvelle grève du personnel T2C.

Le conflit en cours est né à l'occasion du renouvellement du contrat d'exploitation du service public urbain de voyageurs aujourd'hui confié à la SEM T2C et qui prend fin en décembre 2012. Ce conflit oppose le SMTC qui est l'autorité organisatrice des transports en commun sur le territoire des 22 communes et l'ensemble des syndicats T2C qui ont appelé le personnel à différentes journées d'action qui ont mobilisé l'ensemble de celui-ci et qui ont décidé de reconduire ces mouvements dès demain vendredi, et qui connaîtront le même succès.

Les divergences

fondamentales entre le SMTC et les syndicats concernant notamment l'entrée de RATP DEV société de droit privé dans le capital de la SEM T2C à hauteur de 20%.

Cette décision du comité syndical SMTC, qui regroupe des élus de 22 communes, a été obtenu le 7 juillet après un vote plus que serré (14 voix pour, 12 contre, 2 abstentions et 2 refus de vote).

Lors de cette réunion très tendue, j'ai eu l'occasion de donner la position des élus communistes et de faire des propositions. Je résume cette intervention :

« J'ai, à différentes reprises réaffirmé mon attachement aux transports publics gérés par un service public de qualité comme c'est le cas depuis plusieurs années.

J'ai de la même façon réaffirmé – à une époque où le système libéral fait autant de ravages – qu'il ne pouvait être question de faire entrer – même par la petite porte – du capital privé dans la gestion de nos transports. Pour moi, comme d'ailleurs pour beaucoup de nos collègues autour de cette table, les transports ne sont pas « une marchandise » à faire du profit, et sa gestion ne peut être assurée que par des fonds publics. Toute proportion gardée, ce service est de la même veine que l'éducation nationale, la santé ou autre, aujourd'hui bien mis à mal.

J'ai toujours regretté aussi que pour des questions de boutique, des questions de luttes intestines, des questions d'égo, le divorce soit intervenu avec le Conseil Général qui était l'une des collectivités territoriales qui, avec Clermont Communauté, permettait au SMTC donc à T2C de fonctionner de la meilleure manière. Ce divorce a causé un préjudice énorme. »

C'est aussi parce que je pense que nous devons avoir une autre ambition pour le transport public qu'il convient de travailler avec d'autres collectivités pour mieux organiser la complémentarité et non la concurrence.

Pour mieux connaître l'avis des uns et des autres, des élus communistes de Clermont Co et de Clermont ont rencontré les syndicats de T2C et ont eu des contacts avec ceux de la RATP.

RATP DEV est aujourd'hui, affirme son directeur, une entreprise de capital public (ce qui n'était pas le cas, il y a encore quelques mois). Rien nous dit que demain, il en sera de même puisqu'il s'agit d'une filiale de RATP (société de droit privé). Et le même directeur reprend dans son exposé des critères de gestion privée et parle de taux de rentabilité supérieur à 10% comme condition nécessaire à tout investissement. Nous sommes loin des critères de service publics.

Enfin mon intervention réaffirmait la nécessité de rassurer les salariés sur leur avenir :

« En conclusion Monsieur le Président, je voudrais dire que devant le fossé qui sépare les salariés de T2C et le SMTC, il est URGENT que de véritables rencontres de travail soient organisées, que toutes les solutions soient réellement étudiées, pesées avec leurs avantages et leurs défauts, le tout dans la plus grande transparence.

Un passage en force ne peut résoudre le problème et en définitive tout le monde serait perdant :

- *Les élus politiques que nous sommes, qui avons en charge la responsabilité des transports dans l'agglo, et ce n'est pas toujours simple,*
- *Les salariés de l'entreprise qui depuis des années, y compris à travers les modifications importantes des transports ont toujours fait preuve de responsabilité*
- *Mais aussi – et peut être surtout- les usagers qui, pour l'essentiel, apprécient aujourd'hui leurs transports en commun.*

Monsieur le Président, il est encore temps de revoir notre copie, d'approfondir les solutions.

Je vous demande de tout mettre en œuvre pour cela. »

Or, depuis le 7 juillet aucun pas en avant n'a été entrepris, jusqu'à lundi dernier où enfin les vice-présidents de Clermont Co (qui a délégué sa compétence transport au SMTC) ont eu à connaître le fond du dossier.

Demain, vendredi, une nouvelle réunion des vice-présidents est prévue en présence des syndicats. Cette rencontre est importante en ce sens que les uns et les autres devraient pouvoir avancer leurs arguments et en débattre, ce qui n'a pas été le cas auparavant.

Oui, le transport public doit garder son caractère de service public comme le demandent les syndicats ce qui devrait être le crédo de tout élu de gauche et non pas ouvrir la porte à des capitaux privés, mêmes minoritaires **aujourd'hui**.

C'est aussi pourquoi nous demandons – et en cela une majorité des maires de l'agglomération sont d'accord – que le dossier soit remis sur la table et que soit examinées, au fond, les différentes possibilités de gestion parmi lesquelles la société Locale de Transport (SPL) recueille la majorité des suffrages.

Oui, il convient de se donner un délai de réflexion, approfondir les diverses solutions et dire non aux capitaux privés. C'est tout le contraire du passage en force auquel nous sommes entraînés d'assister et que nous condamnons avec force.

Déclaration de Jean NICOLAS

Conseiller municipal de Blanzat

Conseiller Communautaire

Cosignée par :

Cyril CINEUX

Secrétaire départemental du PCF 63

Président du Groupe communiste de Clermont-Fd

Jacques LANOIR

Conseiller municipal de Clermont-Fd

Président du Groupe Communiste à Clermont Communauté

Christian SINSARD

Maire d'Aubière

Vice président de Clermont Communauté